

Cercles de lumière

septembre 2000 – n° 5

La construction immobilière : une entente de partenariat fructueuse au Nunavut

par Jennifer Lilly

Dans un élan de renouveau, le gouvernement fédéral et les Inuits au Nunavut étaient déterminés à trouver des façons de permettre aux résidents du territoire de tirer profit de la création du Nunavut. C'est pour cette raison qu'ils ont conclu une entente de partenariat visant à réaliser d'importantes activités immobilières. Ensemble, le gouvernement fédéral et les Inuits ont relevé le défi : ils ont graduellement fourni au personnel du gouvernement territorial les 10 bureaux et les 250 unités de logement requis, situés dans 11 collectivités d'un bout à l'autre du territoire.

Conclus dans le cadre de l'entente de partenariat Canada-Nunavut, les travaux se sont étalés sur quatre ans et ont coûté 121 millions de dollars. Deux partenaires se sont unis pour les mener à bien : la Nunavut Tunngavik Inc. (NTI),

Le développement économique de nombreuses collectivités inuites et des Premières nations, en particulier dans les zones rurales et dans les régions éloignées, se heurte à des défis liés à l'infrastructure. Les collectivités ont besoin de routes praticables, de réseaux d'aqueducs et d'égouts, de sources d'énergie efficaces ainsi que de relais de télécommunication. L'instauration d'un climat favorable à l'investissement, grâce à l'infrastructure économique, constitue un facteur important en vue d'établir des conditions propices aux affaires au sein des collectivités.

Un chantier de construction à Pond Inlet.



représentant les Inuits, et le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC), au nom du gouvernement du Canada. Financé par le secteur commercial privé, le projet a pu être achevé en mars, c'est-à-dire un an avant la date prévue.

À titre d'entrepreneure générale du projet, la Nunavut Construction Corporation (NCC) a fait en sorte d'embaucher et de former le plus d'Inuits possible. L'entente de partenariat a donné naissance à cette société, appartenant à des Inuits, afin qu'elle construise, possède et loue des propriétés au nom des Inuits au Nunavut.

Les Inuits représentaient 69 p. 100 des employés de la NCC. Non seulement

ont-ils perfectionné leurs compétences, mais ils ont accompli le travail sans excéder le budget alloué, tout en devançant l'échéance et en bâtissant des édifices adaptés à l'un des climats les plus rigoureux au monde. Le résultat? Des conceptions architecturales de qualité permettant la construction d'immeubles plus économiques au point de vue énergétique et établissant des normes élevées pour l'ensemble de l'industrie de la construction au Nunavut.

En plus d'entraîner une augmentation du taux d'emploi, le projet de construction a donné naissance à une économie fondée sur les salaires. Au total, on a créé 600 emplois à temps plein et offert quelque 80 000 heures d'apprentissage. En

« La construction immobilière... »
suite à la page 2



« La construction immobilière... » suite de la page 1

effet, dans le cadre du projet, 22 Inuits ont reçu une formation en menuiserie, certains obtenant même le titre d'ouvriers accrédités, et 44 autres ont acquis des connaissances pratiques générales.

« Je suis fier de ce que nous avons accompli et de l'expérience que j'ai acquise pendant la construction des immeubles », indique **Mark Pitseolak Jr.**, un apprenti menuisier qui a travaillé pendant trois ans sur le chantier de Cape Dorset.

Parmi les dispositions clés de l'entente, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, la plus importante organisation immobilière du Canada, se

devait de partager son savoir technique avec les résidants du Nunavut, par l'intermédiaire de la NCC. En outre, un programme de transfert technologique a été mis sur pied en vue de transmettre des connaissances sur tous les aspects de la gestion et de l'aménagement immobiliers, notamment les investissements et le financement, la planification, la construction et la gestion de projet.

« Cette entente de partenariat conclue entre le MAINC et la NTI représente un bel exemple de réussite au Nunavut. Nous sommes persuadés qu'une telle réussite contribuera à créer des emplois et des débouchés économiques à long terme pour le Nunavut », souligne **Wilf Attwood**, directeur général du bureau régional du MAINC au Nunavut,

à partir duquel les travaux ont été gérés en partenariat avec la NTI.

Le Conseil canadien des sociétés publiques-privées a également reconnu le succès du projet. En novembre 1999, la NCC et le MAINC ont remporté le prix du mérite de l'infrastructure dans la catégorie « Partenariats innovateurs en matière de développement » pour leur remarquable projet de construction. ✱



La construction de nouvelles habitations à Arviat.

Nelson House vit à l'heure d'Internet grâce au Programme d'accès communautaire

par Edwinna von Baeyer

Chaque jour, le centre du Programme d'accès communautaire de Nelson House, au Manitoba, bourdonne d'activité. Depuis le 4 juin 1999, date de l'inauguration du centre, les membres de la nation crie de Nisichawayasihk, jeunes et adultes, naviguent dans Internet pour se divertir, trouver des renseignements ou communiquer avec parents et amis. Tout le monde est bienvenu au centre, qui sert également de salle de classe pour les élèves de la 9^e à la 12^e année. En plus de permettre aux membres de la collectivité d'avoir accès à Internet à un coût raisonnable, le centre leur donne la possibilité d'acquérir les compétences nécessaires pour l'utiliser efficacement. Depuis son ouverture, le centre connaît un franc succès.

Le programme a vu le jour grâce au travail de partenariat accompli par de nombreux organismes et supervisé par le directeur de l'école Otetiskiwin de la collectivité rurale du nord du Manitoba. Afin d'appuyer le fonctionnement du centre, le Programme d'accès communautaire d'Industrie Canada, qui est l'un des partenaires, allouera la somme de 40 000 dollars, étalée sur une période de trois ans.

Par l'entremise de ce programme, le gouvernement du Canada entend établir

jusqu'à 10 000 postes d'accès à Internet dans les collectivités éloignées, rurales et urbaines, et ce, avant le 31 mars 2001. Le programme d'Industrie Canada constitue une composante essentielle de la stratégie du gouvernement fédéral intitulée *Un Canada branché*, qui vise à créer des emplois, à stimuler l'essor économique et à tirer avantage des progrès réalisés dans le domaine de la technologie de l'information.

Le centre d'accès est supervisé par **Cody Anderson** et **Geraldine Spence**, deux élèves capables d'intervenir en cas de panne du réseau. Ces internautes chevronnés ont du plaisir à enseigner aux membres de la collectivité comment utiliser Internet. M. Anderson aime tout particulièrement aider les gens à naviguer dans la toile et assurer le bon fonctionnement du réseau. M^{me} Spence souligne que le Programme d'accès communautaire est profitable à la collectivité et que l'achalandage du centre ne cesse d'augmenter.

Parmi les utilisateurs, on remarque des enfants qui s'amuse à des jeux électroniques en ligne, des jeunes qui communiquent avec d'autres jeunes vivant dans des réserves situées un peu partout au Canada, des adultes en quête d'emploi ou de renseignements ou

encore des peintres locaux qui veulent découvrir les œuvres d'autres artistes. Plusieurs ont recours à Internet pour se renseigner sur l'actualité ou sur les politiques et les activités des gouvernements et des organismes autochtones.

Le vaste éventail de possibilités qui s'offrent à la collectivité est attribuable à la diversité des collaborateurs qui participent au projet. Outre Industrie Canada, on compte au nombre des partenaires le chef et le conseil de Nisichawayasihk, la commission scolaire de Nelson House, l'école Otetiskiwin, le Pathfinder Education Centre, l'Otetiskiwin Trust, le programme d'emploi et de formation ainsi que le conseil de développement économique de Nelson House. S'ajoutent à la liste des partenaires extérieurs comme la North Central Economic Futures Development Corporation, la division scolaire de Mystery Lake et Mystery.net.

Tous sont persuadés qu'Internet, par l'entremise du Programme d'accès communautaire, aidera les membres de la nation crie de Nisichawayasihk à améliorer leurs conditions sociales et économiques.

Vous pouvez visiter le site Web de la collectivité à l'adresse www.nhea.nelsonhouse.mb.ca. ✱



Le réseau Kuh-ke-nah pour des Premières nations branchées

par Raymond Lawrence

En se branchant sur Internet, les Premières nations vivant dans la région de Fort Severn, dans le Nord de l'Ontario, ont grandement amélioré leur système de communication.

« On ne peut accéder à notre collectivité que par avion, par les routes d'hiver ou par traversier. Désormais, grâce à l'informatique, les collectivités comme la nôtre se rapprocheront du reste de la planète », souligne **Mel Orecklin**, cogestionnaire du projet Collectivités ingénieuses pour la collectivité de Fort Severn.

« Dans le cadre du projet, nous prévoyons tout d'abord améliorer la vitesse d'accès à Internet, trop lente pour les enfants, qui ont tendance à perdre intérêt rapidement. Pour l'instant, il n'y a que le bureau de la Première nation, le poste des infirmières et le poste de police qui sont branchés. En outre, le projet comprend une autre composante, soit la transmission vidéo, qui permettra de recevoir une diffusion presque simultanée lors de réunions et d'autres activités intéressantes », explique M. Orecklin. Enfin, grâce à Internet, il sera plus facile de consulter les spécialistes à des fins médicales. Par exemple, un médecin se trouvant à des milliers de kilomètres pourra poser immédiatement un diagnostic au moyen de rayons X numériques.

Les Premières nations de Fort Severn, de Keewaywin, de Deer Lake, de North Spirit Lake, de McDowell Lake et de Poplar Hill ont soumis une proposition pour l'élaboration de leur projet Collectivités ingénieuses. Elles ont obtenu une subvention du gouvernement fédéral pour la composante autochtone de leur soumission. Mis sur pied par Industrie Canada, le programme a subventionné 12 projets pilotes, un dans chaque province, un dans le Grand-Nord et un autre dans une collectivité autochtone.

Au cours des trois prochaines années, le réseau Kuh-ke-nah travaillera avec divers partenaires dans le but d'offrir une

panoplie de services, notamment dans les domaines de l'accès aux renseignements sur la collectivité, du commerce local, de la gestion des affaires publiques, de la formation et de la culture. D'autres collectivités éloignées auront bientôt la possibilité de se servir du réseau comme modèle pour nouer des liens étroits avec les gens d'affaires provenant de centres plus importants.

De plus, le réseau Kuh-ke-nah entraînera d'énormes répercussions dans le domaine de l'éducation. « L'enseignement par Internet sera d'abord offert aux élèves fréquentant la 9^e année. Puis, nous étendrons nos activités à d'autres niveaux scolaires. Actuellement, chaque salle de classe nécessite les services d'un enseignant », fait remarquer M. Orecklin. Toutefois, le nouveau système permettra aux enseignants de répartir leur temps entre six collectivités. Dans certains cas, ils pourront même communiquer avec des experts à l'étranger.

Dans le cadre d'un autre projet pilote, on a découvert que l'utilisation d'Internet dans les salles de classe permettait aux élèves d'améliorer, entre autres, leur vitesse au clavier, leurs structures de phrases, leur orthographe de même que leurs communications écrites en général.



Les jeunes des Premières nations vivant dans la région de Fort Severn bénéficieront grandement de l'accès à Internet dans leurs collectivités.

« Même aujourd'hui, il y a des gens comme moi qui suivent des cours en ligne pour en faire profiter la collectivité », explique **Madeline Stoney**, coordonnatrice des installations de télécommunication. À l'instar de bien des gens de la région, M^{me} Stoney a dû quitter sa collectivité pour poursuivre ses études.

Jusqu'à tout récemment, l'absence de technologie entravait l'efficacité des communications entre les six Premières nations. « La communication était médiocre, et il fallait beaucoup de temps pour transmettre des renseignements à une autre collectivité, indique M^{me} Stoney. Il n'y a pas si longtemps, un avion assurait la livraison des documents à signer; il fallait une éternité pour régler la moindre formalité. »

Grâce au réseau Kuh-ke-nah, cette époque est maintenant révolue. En offrant un accès instantané et un énorme potentiel au point de vue électronique, le réseau promet un avenir meilleur aux six Premières nations.

Pour en apprendre davantage sur les outils de planification de la collectivité, vous pouvez visiter le site Web du réseau Kuh-ke-nah à l'adresse smart.knet.on.ca. ✨

Raymond Lawrence est un rédacteur à la pige d'ascendance ojibway et européenne.

Omushkego Ishkotayo fournira de l'électricité aux collectivités éloignées

par Wendy MacIntyre

Omushkego Ishkotayo constitue un projet qui transformera la vie de trois collectivités de Premières nations situées sur la côte ouest de la baie James. En effet, d'ici à 2002, les collectivités d'Attawapiskat, de Fort Albany et de Kashechewan disposeront pour la première fois d'une source d'électricité fiable, efficace et abordable.

Le projet a été baptisé Omushkego Ishkotayo puisque, en langue crie, le terme *omushkego* fait référence aux Moskégons et le terme *ishkotayo*, à l'énergie hydro-électrique.

Conçu et administré par des Premières nations, le projet vise à mettre sur pied une infrastructure qui permettra de créer de multiples débouchés, notamment dans les domaines du tourisme, de la construction résidentielle ainsi que de l'exploitation minière et forestière. L'ajout d'une ligne à fibres optiques permettra également aux trois collectivités de se brancher sur Internet, de recevoir de la formation à distance ainsi que d'avoir accès à la télé-médecine et au commerce électronique.

Depuis les années 60, ces trois collectivités situées dans le Nord de l'Ontario s'alimentaient avec des génératrices fonctionnant au gazoil, une source d'énergie coûteuse, peu fiable et polluante. De plus, ce combustible était transporté à grands frais au-dessus d'écosystèmes fragiles.

« Le risque de déversement s'accroît en fonction de la quantité de gazoil utilisée », signale **Ed Chilton**, coordonnateur du projet Omushkego Ishkotayo et trésorier de la Five Nations Energy Inc. (FNEI), qui est chargée de gérer le projet. La FNEI, dont le conseil d'administration est formé de représentants de la Première nation Moose Cree de même que des Premières nations d'Attawapiskat, de Kashechewan, de Fort Albany et de New Post, a reçu l'appui du conseil tribal de Mushkegowuk.

« Omushkego Ishkotayo ouvre la voie à de nouvelles activités. Nous instaurons un processus qui assurera à d'autres collectivités une source d'électricité plus sûre, plus fiable et peu dommageable

pour l'environnement, explique M. Chilton. Le Nord de l'Ontario abonde en ressources minières et forestières, mais elles ne peuvent malheureusement pas être exploitées sans recourir à l'électricité. »

Avec l'aide du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC), de Ressources naturelles Canada et d'Hydro-Ontario, la Première nation d'Attawapiskat a entrepris une étude afin de lancer le projet, maintenant en branle depuis cinq ans.

Pour la première fois, les collectivités des Premières nations, le secteur privé et divers ministères fédéraux et sociétés de financement ont l'occasion de travailler ensemble en vue de réaliser un projet énergétique d'envergure. Le MAINC, au nom du gouvernement fédéral, et le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, pour le compte du gouvernement de l'Ontario, contribuent financièrement au projet.

On est à déboiser le parcours que suivra la ligne de transport d'énergie, soit une piste de 30 mètres de largeur qui s'étendra sur 270 kilomètres. On s'attend à ce que les collectivités de Kashechewan et de Fort Albany puissent commencer à bénéficier des services d'électricité en juillet 2001, tandis que celle d'Attawapiskat devra patienter jusqu'en mai 2002.

Selon M. Chilton, la réalisation du projet permettra de créer jusqu'à 100 emplois. En outre, une fois que les sociétés de service public auront amorcé leurs activités, il faudra combler pas moins de 12 postes à temps plein.

Les nouvelles lignes d'énergie électrique et à fibres optiques donneront naissance à une économie moderne de grande envergure, qui repose sur des réseaux d'aqueducs et d'égouts fiables



On est à déboiser le parcours que suivra la ligne de transport d'énergie, soit une piste de 30 mètres de largeur qui s'étendra sur 270 kilomètres.

ainsi que diverses installations, notamment des laveries automatiques, des restaurants, des scieries, des entreprises touristiques, le commerce électronique et l'autoroute de l'information.

Tourné vers l'avenir, M. Chilton a entrepris une étude de faisabilité sur l'aménagement de serres dans les trois collectivités. À l'heure actuelle, les légumes frais sont expédiés par avion en provenance du sud, ce qui limite leur durée de conservation. Une fois la ligne d'énergie électrique installée, l'aménagement de serres visant à assurer un approvisionnement constant en fruits et légumes frais contribuera grandement à la lutte contre le diabète. Selon M. Chilton, 25 p. 100 des membres des collectivités éloignées dans le Nord de l'Ontario sont atteints de cette maladie.

« Il a fallu travailler avec acharnement et faire preuve de persévérance », reconnaît M. Chilton, en parlant des obstacles que l'équipe de coordination d'Omushkego Ishkotayo a dû surmonter. « Mais il s'agit d'un projet communautaire appuyé par la collectivité. Les Premières nations ont toutes les raisons d'être fières! » *

Tron Power a le vent dans les voiles

par Jeff Campbell

Au premier coup d'œil, les bureaux de Tron Power ne diffèrent guère des autres bureaux qui ont pignon sur la petite rue tranquille du secteur industriel de l'aéroport de Saskatoon. Pourtant, les activités que réalise cette entreprise générale, propriété de la Première nation d'English River, se distinguent à plusieurs égards.

Bien que Tron Power soit une entreprise prospère spécialisée dans la construction minière nordique, elle cherche néanmoins à élargir son champ d'activité.

« Avant que la bande en devienne propriétaire, Tron Power rapportait entre deux et trois millions de dollars par année. L'an dernier, elle a atteint les 21 millions de dollars, ce qui signifie que l'on a multiplié par huit les revenus réalisés au cours des dernières années », explique **Tom Jackson**, le président-directeur général de la société.

Lorsque la Première nation d'English River a fait l'acquisition de Tron, l'entreprise offrait principalement ses services à Cameco, une entreprise minière d'uranium. Mais comme les activités de construction de mines d'uranium tiraient à leur fin dans le nord de la Saskatchewan, les dirigeants de la Première nation ont commencé à explorer d'autres possibilités.

Cette recherche les a conduits dans la région de Fort McMurray où, en janvier dernier, ils ont établi le Northern Dene Entreprises Limited Partnership. Ce partenariat d'affaires a permis à la collectivité d'English River de se joindre à la Première nation Chippewyan des Prairies et à celle de Whitefish Lake — la réserve où vit Tom Jackson — pour offrir des services de construction spécialisés.

La formation de ce partenariat avec deux collectivités albertaines représente la plus récente démarche entreprise dans le cadre de la stratégie économique d'English River, et Tron Power y joue un rôle de premier plan. En 1991, le chef et le conseil de la Première nation ont



Photo : Jeff Campbell

Membre de la Première nation de Whitefish Lake, **Tom Jackson** est le chef de la direction chez Tron Power.

adopté un plan de développement économique à long terme pour atteindre plus rapidement leurs objectifs d'autonomie et d'autosuffisance.

L'expérience qu'avait acquise l'entreprise allait être profitable à la Première nation. En effet, depuis 1984, la société Tron était active dans le secteur de la construction de mines d'uranium au nord-ouest de la Saskatchewan, à proximité de la collectivité d'English River.

M. Jackson, un vétéran de l'industrie minière où il œuvre depuis maintenant 23 ans, s'est joint à Tron peu après qu'elle est passée aux mains de la Première nation. Comme ses homologues du secteur minier, Tron Power se doit de réaliser des profits. Toutefois, aux dires de M. Jackson, l'entreprise est déterminée à respecter le mandat qu'elle s'est donnée : aider les membres de la Première nation d'English River, les résidents du Nord et les Autochtones. Ces avantages se présentent sous plusieurs formes.

« Grâce à Tron, notre entreprise centrale, ainsi qu'à nos entreprises connexes, nous avons accordé l'an dernier la

somme de deux millions de dollars à la collectivité d'English River », indique M. Jackson.

Les répercussions des activités de Tron se font sentir à l'extérieur de la Première nation. Avec ses quelque 70 employés et les 300 autres personnes qui travaillent pour des entreprises connexes, Tron Power procure de l'emploi à plusieurs gens de métiers, dont des électriciens, des mécaniciens industriels et d'usinage lourd, des soudeurs, des plombiers et des poseurs de tuyaux. De plus, environ 25 apprentis, tous des Autochtones, travaillent à divers projets afin d'obtenir leur certificat de qualification.

Embaucher du personnel local et entretenir une relation avec le client une fois que le béton a séché et que les tuyaux ont été raccordés, voilà certaines des pratiques commerciales qui caractérisent Tron Power.

Outre le personnel qui œuvre au sein des entreprises du nord de la Saskatchewan et de l'Alberta, Tron engage aussi des employés au Kirgystan. Entre 20 et 30 gens de métiers ont conclu une entente de cinq ans visant à contribuer au secteur minier de ce pays d'Asie centrale. Tout récemment, Tron a diversifié ses activités, notamment en offrant ses services à des mines de potasse du sud de la Saskatchewan et en assurant la gestion de la flore ainsi que la mise en valeur des terres.

Chose certaine, le succès que connaîtra Tron dépendra de sa capacité à respecter les délais prescrits et le budget qui lui est alloué. Comme l'explique M. Jackson : « Vous devez satisfaire votre client dès le départ, car vous n'aurez pas une deuxième chance de le faire. Chez Tron Power, nous sommes conscients de cette règle; c'est pourquoi la performance est notre priorité. » *

Jeff Campbell est un rédacteur d'ascendance métisse qui vit à Regina.

L'acquisition de l'hôtel Lund : le début d'une grande aventure pour la Première nation de Sliammon

par Gabriele Helmig

La Sliammon Development Corporation caresse de grands projets en ce qui concerne sa nouvelle acquisition : un complexe rénové comprenant l'historique hôtel Lund, un port de plaisance et un terrain de caravanage. Située au bord de Desolation Sound, au bout de la route 101 sur la péninsule Sechelt, en Colombie-Britannique, cette propriété donne accès à un véritable paradis pour les plaisanciers, les plongeurs, les randonneurs, les ornithologues et les touristes de tout acabit.

L'acquisition du complexe de l'hôtel Lund constitue la plus récente entreprise de la société et de son président, **Kevin Blaney**, également conseiller de la Première nation. L'hôtel est situé sur le territoire traditionnel de la Première nation de Sliammon. « Quel plaisir de constater de nouveau la présence de la bande sur son propre territoire, déclare la chef **Denise Smith**. Lorsque les sages sont venus visiter le site, nous les avons accueillis comme s'ils rentraient chez eux. »

En fait, le complexe appartient à une contrepartie formée avec **Dave Formosa**, un entrepreneur de Powell River, membre du conseil d'administration de la Sliammon Development Corporation, qui possède une vaste expérience dans le domaine de l'alimentation.

L'hôtel, qui portait à l'origine le nom de *Malaspina*, a été construit en 1874 par deux frères suédois ayant obtenu le premier permis d'exploitation hôtelière au nord de Vancouver.

Grâce à Dave Formosa, directeur général, et à **Steve Tipton**, haïda de Skidegate et chef de projet, on a pu amorcer les travaux de rénovation de l'hôtel dès la signature du contrat. Le bâtiment a été surélevé pour installer de nouveaux socles et de nouvelles poutres de soutien. On a amélioré le système de chauffage, le réseau d'extincteurs et les circuits électriques de manière à les rendre conformes au code du bâtiment. À l'intérieur, un nouveau plancher de bois franc a été



L'hôtel Lund, vu à bord d'un bateau.

posé, le pub a retrouvé son emplacement d'origine et une aire de réception spacieuse a été conçue.

Aujourd'hui, l'édifice reluit. Les 20 chambres ont également été rafraîchies à l'aide de nouveaux parquets, de mobilier neuf et de murales peintes à la main. Par ailleurs, les touristes et les résidents ont accès à d'autres commodités, notamment un restaurant, une épicerie comportant un comptoir de charcuterie, un bureau de poste, une laverie, des douches, des salles de réception et de congrès, un terrain de caravanage de 54 places, un quai de ravitaillement en diesel et en carburant, un poste à propane, un hélicoptère et trois quais d'amarrage. À l'heure actuelle, quelques entreprises privées font des affaires sur les lieux et on s'attend à ce que d'autres se joignent à elles dans l'avenir.

Malgré le temps pluvieux, l'aire de réception était fort animée lors de notre visite. Même à la tombée du jour, des bateaux de pêche et de plaisance accostaient, puis l'équipage et les passagers se dirigeaient vers l'hôtel, le pub ou le magasin.

On prévoit également faire l'acquisition d'un bateau pour des excursions sur Desolation Sound, agrandir le port de plaisance et le terrain de caravanage ainsi que promouvoir le complexe et ses salles de conférences, non seulement en Colombie-Britannique et au Canada, mais dans le monde entier.

Pour la Sliammon Development Corporation et pour Dave Formosa, les possibilités sont illimitées, et un sentiment d'optimisme anime ceux qui participent à l'aventure. « Si nous pouvons devenir, aux yeux de nos membres, un exemple de transparence, d'intégrité et de saine gestion, nous aurons la satisfaction du devoir accompli », de conclure M. Blaney.

Parmi les autres activités de la société, notons l'exploitation forestière, la condamnation de routes, la location de deux terrains comprenant environ 100 lots et la gestion de permis pour la pêche au flétan et au krill. ✨

Des emplois à temps plein pour la Première nation de Moose Deer Point

par Wendy MacIntyre

Une usine de fabrication de pointe soucieuse de l'environnement procurera des emplois à temps plein aux membres d'une Première nation isolée de la baie Georgienne, en Ontario. Tous les dividendes que réalisera l'entreprise seront placés dans un fonds en fiducie afin d'être réinvestis dans la collectivité par l'entremise de programmes sociaux et environnementaux ainsi que d'activités liées à la santé et à l'infrastructure.

Le scénario semble tenir du rêve, mais de fait, on est à construire l'usine de calibre international dans la collectivité de la Première nation de Moose Deer Point, située à 50 kilomètres au sud de Parry Sound. Propriété de la Première nation, l'entreprise a été baptisée Niigon Technologies (*niigon* signifie « pour l'avenir » en langue ojibway). Il s'agit d'une usine de moulage par injection qui se spécialise dans la fabrication de petites pièces assemblées sur mesure destinées aux entreprises techniques de partout en Amérique du Nord. Ces entreprises sont entre autres spécialisées dans les domaines de l'électronique, de l'automobile, de la médecine et des télécommunications. La cérémonie de mise en chantier de l'usine s'est tenue le 2 juin dernier.

« Notre objectif premier est de procurer des emplois à temps plein aux membres de la collectivité, et ce, dès qu'ils auront terminé leur formation », affirme **Rhonda King**, conseillère auprès des membres de la Première nation. Elle ajoute que la majorité des membres se sont prononcés en faveur du projet lors d'un référendum tenu à ce sujet.

En vue de répondre aux exigences de Niigon Technologies, plusieurs personnes ont déjà reçu une formation spécialisée offerte par le Centre canadien de formation dans le secteur des matières plastiques au collège Humber, à Toronto. Depuis l'annonce de la construction de l'usine, le nombre de membres désirant s'inscrire au programme de perfectionnement scolaire de la collectivité n'a jamais été aussi élevé.

Niigon Technologies comblera ses besoins énergétiques au moyen de piles à combustible et de panneaux solaires.



Des jeunes de la Première nation de Moose Deer Point.



Niigon Technologies est une coentreprise créée par la Première nation de Moose Deer Point, par Husky Injection Molding Systems Limited et par The Schad Foundation, avec l'aide financière des gouvernements fédéral et de l'Ontario.

Jusqu'à ce que la Première nation soit en mesure de gérer de façon autonome l'usine qui coûtera plusieurs millions de dollars à construire, la société Husky aura la responsabilité d'offrir l'équipement, l'expertise technique et le soutien requis. Cette société a été mise sur pied en 1953 par **Robert Schad**, qui en est maintenant le président-directeur général. De son côté, la Première nation fournira les capitaux, le terrain et les ressources humaines.

M. Schad a soumis au chef **Ed Williams** l'idée de fonder la compagnie Niigon parce qu'il se sentait redevable à la collectivité. Propriétaire d'un chalet dans la région depuis longtemps, M. Schad a amarré son bateau pendant des années à la marina de Moose Deer Point, un établissement touristique qui représentait jusqu'à maintenant la principale source d'emploi de la collectivité.

En offrant du travail à temps plein à environ 70 personnes au cours de ses cinq premières années d'activité, Niigon Technologies devrait faire augmenter le taux d'emploi de façon importante; il s'agit là d'un changement

considérable par rapport aux emplois saisonniers traditionnels qui étaient le lot de la collectivité.

« Un haut lieu de respect de l'environnement », voilà comment la Schad Foundation décrit l'entreprise Niigon. **Coulter Wright**, chef de projet pour la fondation, commente ainsi la vision environnementale de l'usine : « Nous voulons montrer que ce genre d'entreprise peut fonctionner dans un milieu où l'environnement est fragile. »

Niigon Technologies comblera ses besoins énergétiques au moyen de piles à combustible et de panneaux solaires. Presque toutes les exigences relatives au chauffage et à la climatisation de l'édifice seront comblées par la chaleur résiduelle des piles à combustible. L'édifice même, qui comprend une cafétéria et un bureau médical, est bâti avec des matériaux de construction locaux afin de mieux se fondre dans le décor de la collectivité. Il est entouré d'un aménagement paysager naturel qui ne fait appel à aucun pesticide ni herbicide.

En respectant l'environnement, l'entreprise montre son engagement à bâtir un avenir meilleur pour la collectivité. Compte tenu de son taux de croissance élevé, le marché du moulage par injection constitue le moyen idéal d'assurer le succès à long terme de Niigon Technologies. ★

Discovery Harbour Centre, joyau de la bande indienne de Campbell River

par Diane Koven

La bande indienne de Campbell River, en Colombie-Britannique, ne compte que 600 membres. Malgré tout, elle a réussi au cours des dernières années à transformer considérablement le milieu des affaires de Campbell River.

Le Discovery Harbour Centre, un centre commercial d'une superficie de 37 000 mètres carrés (400 000 pieds carrés) appartenant à la bande, est considéré comme le joyau de ses entreprises commerciales, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Construit sur les terres de la réserve au coût de 60 millions de dollars, cet établissement est en fait le résultat d'une coentreprise formée par la bande indienne et le Northwest Real Estate Developments Ltd.

Robert Duncan, gestionnaire des activités commerciales de la bande, participe au projet depuis le début. « En 1993, nous avons signé une lettre d'intention avec le Northwest Group of Companies. Nous avons fourni le terrain, et le groupe nous a fait profiter de son expertise. En 1995, nous avons conclu l'entente de coentreprise. Puis, dès 1998, le centre était construit et avait amorcé ses activités. »

Le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones a décerné à la bande le titre d'agent de développement économique pour 1998. Le projet, qui a nécessité plusieurs années de planification, a connu un franc succès. En plus de louer une quarantaine de locaux dans le complexe, la bande y exploite la House of Treasures, une galerie d'art doublée d'une boutique de cadeaux s'étendant sur 560 mètres carrés (6 000 pieds carrés). Tous les membres du personnel sont autochtones.

Depuis le lancement du projet, une des priorités de la bande a été de créer des emplois pour ses membres. Dès le début, la collectivité a eu recours aux services d'un agent de placement de la main-d'œuvre chargé de déterminer quels types de compétences seraient requises. Les membres ont ensuite suivi une formation dans divers domaines,

notamment les services de caisse, la sécurité et les premiers soins en milieu industriel. Ainsi, on a pu offrir près de 1 000 nouveaux emplois, allant de la construction à la vente au détail. Selon M. Duncan, on encourage les locataires du centre à contribuer à la création d'emplois pour les membres de la bande, mais aucune exigence ni politique en matière d'emploi n'est en vigueur.

L'un des meilleurs exemples de création d'emploi est sans doute celui de M. Duncan, ancien pêcheur commercial qui s'est retrouvé à son insu dans le poste de gestionnaire des activités commerciales de cette énorme entreprise en croissance. En plus du Discovery Harbour Centre, la bande indienne est propriétaire d'un port de plaisance, appelé Discovery Harbour Marina, dont l'exploitation est entièrement assumée par ses membres. Elle travaille aussi à l'aménagement d'installations pour accommoder les bateaux de croisière, espérant faire de Campbell River une escale. On est à concevoir des plans connexes visant à aménager un complexe comprenant un casino, un hôtel, un centre de congrès et de loisirs qui, s'il voit le jour, constituera un projet d'une valeur de 25 à 45 millions de dollars.

« Sur les 49 projets soumis à la province, notre proposition compte parmi les neuf qui ont été choisis, souligne M. Duncan. Nous espérons pouvoir conclure sous peu les négociations

avec la société des loteries et le secrétariat de la réglementation du jeu de la Colombie-Britannique. »

En plus de tous ces projets, la bande est à construire un grand magasin d'alimentation qui fera face au Discovery Harbour Centre. « Nous travaillons également à un site Web dont la bande sera l'hôte et qui permettra de relier toutes ces entreprises commerciales », ajoute le gestionnaire.

La bande indienne a transformé le paysage de la région. « En construisant le Discovery Harbour Centre, nous avons pratiquement déplacé le centre-ville de Campbell River », conclut-il. ✨

Cercles de lumière est publié par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Production : Anishinabe Printing
Rédactrice en chef : Wendy MacIntyre
Révisseurs français du présent numéro :
Jacinthe Bercier et Line Nadeau

Veuillez adresser toute correspondance, suggestion ou demande à *Cercles de lumière*, Direction générale des communications du MAINC, bureau 1901 Les Terrasses de la Chaudière Ottawa (Ontario) K1A 0H4

N° de téléphone : (819) 953-9349

Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

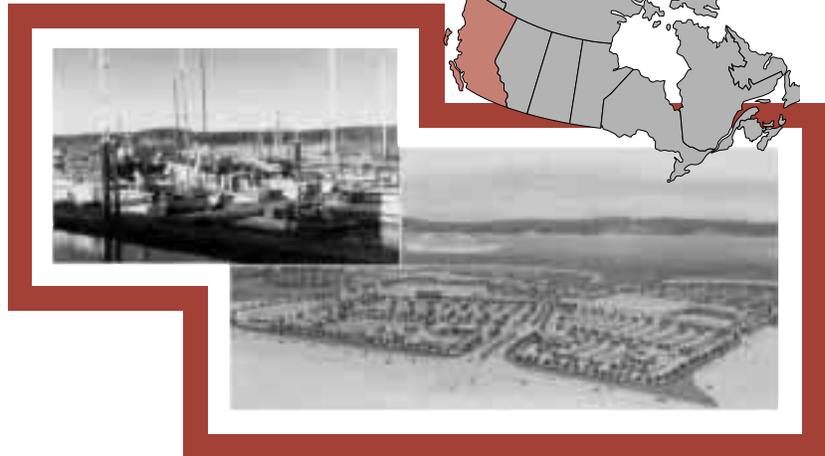
Ottawa, 2000

QS-6145-005-BB-A1

www.ainc.gc.ca



Imprimé sur
du papier recyclé



À gauche, la marina de la bande indienne de Campbell River; à droite, une représentation artistique du Discovery Harbour Centre.

Portrait

Rien de tel que le travail d'équipe

Francis First Charger Blood Agronome

par Fred Favel

Dès que Francis First Charger décroche un emploi, il retourne sur les bancs d'école, le plus souvent au Lethbridge Community College, pour se perfectionner. Sa formation scolaire lui a permis d'exceller dans ses diverses entreprises. Il a supervisé la construction d'un projet d'irrigation d'une valeur de 66,5 millions de dollars, mis sur pied par la tribu des Bloods. Il a aussi contribué au succès qu'a connu cette tribu, qui exporte annuellement près de 20 000 tonnes métriques de foin au Japon et ailleurs.

Francis First Charger est né en 1953 au Blood Indian Hospital de Cardston, en Alberta. L'agriculture était la seule source de revenu de sa famille, qui compte 16 enfants. Le père de Francis passait la majeure partie de l'année, à l'exception de l'été, à travailler hors de la réserve, que ce soit dans un parc d'engraissement ou dans d'autres fermes. « Nous coupions la laine des prairies (foin) pour la vendre aux agriculteurs à l'extérieur de la réserve », raconte M. First Charger.

M. First Charger a grandi dans un milieu spirituel. À la maison, les membres de la famille parlaient le blackfoot, la langue traditionnelle de la tribu des Bloods. Celle-ci fait partie de la Confédération des Pieds-Noirs, qui regroupe les Premières nations signataires du Traité n° 7; sa réserve, l'une des plus vastes au Canada, s'étend sur quelque 1 400 kilomètres carrés (540 milles carrés). Les terres agricoles ont une superficie d'environ 81 000 hectares (200 000 acres), et le reste du territoire est utilisé pour la culture du foin ou sert de pâturage. L'industrie de l'élevage bovin y est florissante, et la bande possède plusieurs grands ranches.

Francis First Charger a fréquenté l'école à Magrath, en Alberta, une collectivité située à l'extérieur de la réserve, où son père travaillait. « À cette époque, on ne pouvait accéder facilement à la réserve où nous vivions puisqu'il n'y avait pas de routes, et encore moins d'autobus, qui s'y rendaient. En outre, comme notre réserve n'était pas alimentée en électricité, nous utilisions des lampes à pétrole et un foyer. C'est pour ces raisons que, jusqu'aux années 60, il nous fallait quitter la réserve pour étudier. »

C'est à l'école secondaire qu'un changement important survient dans la vie du jeune Francis. Les autorités scolaires décident qu'il ne peut suivre le programme de formation générale parce que ses notes laissent à désirer dans certaines matières. Comme il excelle dans les cours de commerce, on l'oriente vers le domaine des affaires. Au cours de son deuxième semestre d'études, un ami non autochtone lui demande pourquoi il n'est pas inscrit au programme général. En comparant son bulletin avec celui de son ami, inscrit au programme général, il se rend compte que ses notes sont meilleures. Il en déduit que ses origines raciales ont influencé la décision du directeur et il décide de lui en parler. Mais le directeur se met en colère. « Je suis sorti en faisant la promesse de ne jamais remettre les pieds dans cette école », confie-t-il.

Il quitte donc l'école en y laissant toutes ses affaires personnelles. Au cours des années suivantes, il occupe divers emplois. En 1977, il épouse Judy English, membre de la réserve de Peigan. Sur les conseils de sa femme, il décide de reprendre ses études. En 1982, il obtient un diplôme général en techniques agricoles du Lethbridge Community College. Comme sa femme est inscrite au même programme, elle l'aide à réussir ses cours et à comprendre ce qu'il appelait « les grands mots ». Puis, l'Alberta Indian Agriculture Development Corporation, un organisme qui accorde des prêts aux agriculteurs, lui propose un emploi de conseiller adjoint en agriculture. « De tous les emplois que j'ai exercés, je crois que c'était le plus agréable. J'allais rencontrer des clients, je rédigeais des rapports et je recueillais de l'information au sujet des prêts. »



Photo : Lance Scout

M. First Charger prend alors congé pour poursuivre des études en gestion des finances agricoles, en production végétale et en zootechnie. Il est le premier élève du collège à recevoir les trois diplômes en même temps. Il reprend ensuite son travail, cette fois à titre de conseiller agricole à temps plein, et on l'encourage à effectuer un stage en gestion. Le directeur le considère comme un ami et l'initie au côté pratique de la profession. Trois mois plus tard, M. First Charger se voit offrir un poste dans ce domaine. Il l'accepte, mais un an plus tard, il doit malheureusement donner sa démission pour cause de maladie.

En 1986, M. First Charger apprend qu'on prépare un projet d'irrigation pour sa réserve. Il s'inscrit donc aux programmes de techniques d'irrigation et de production de la culture d'irrigation, offerts au Lethbridge Community College, et empoche les deux diplômes en 1989. Il a alors à son actif six diplômes dans le domaine de l'agriculture. Il décroche des emplois à court terme en conservation et en érosion des sols ainsi qu'en gestion des matériaux dans une entreprise d'irrigation. Puis, sa carrière prend un tournant décisif lorsque le service des projets agricoles de la tribu des Bloods annonce qu'il est à la recherche d'un administrateur.

M. First Charger pose sa candidature et obtient le poste. Comme le projet d'irrigation se trouvait encore à l'étape d'élaboration, il fallait quelqu'un pour le concrétiser. Le nouveau titulaire se voit alors confier les tâches d'administrateur, de contrôleur, d'administrateur des contrats, de directeur intérimaire, de conseiller spécial en gestion et de conseiller technique.

Loin d'être une petite entreprise, le projet d'irrigation prévoyait l'aménagement d'un canal d'irrigation en plus de la construction d'un réservoir et d'une conduite s'étendant sur plusieurs kilomètres. Ce projet d'irrigation est le premier en importance au Canada et le deuxième en Amérique du Nord.

Possédant quelque 7 690 hectares (19 000 acres) soumis à l'irrigation, M. First Charger pouvait envisager de nouvelles perspectives agricoles. Il a participé à la création d'une usine de traitement du foin et de la phléole des prés, en prévision de mettre ce produit sur le marché. Il a également participé à la mise en œuvre d'une entente tripartite entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et la tribu des Bloods. Par ailleurs, il a coordonné les négociations d'une entente entre la clientèle japonaise et son conseil d'administration. Aujourd'hui, l'usine de traitement du foin expédie 90 p. 100 de sa production au Japon, où l'industrie laitière l'utilise comme fourrage grossier.

M. First Charger travaille actuellement comme administrateur et consultant auprès de la St. Mary's Projects Ltd, ce qui lui a permis d'étendre ses compétences au domaine de la construction. L'entreprise a érigé le centre de loisirs, l'immeuble de services sociaux, le centre commercial ainsi que d'autres bâtiments dans la collectivité.

C'est parce qu'il croit aux vertus de l'éducation et du travail d'équipe que Francis First Charger a accumulé autant de réussites personnelles, qui sont d'ailleurs trop nombreuses pour en dresser une liste. Par ailleurs, l'un de ses objectifs principaux est en voie de se réaliser : il pratique de nouveau l'agriculture et poursuit ses activités de consultation. Enfin, sa femme et lui rêvent de faire l'acquisition de quelques chevaux.

Fred Favel est consultant en communication et rédacteur autochtone.



Photo : Lance Scout